ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978



Gérard LACAZE

Conseiller Régional
Maire adjoint d'Auch

Candidat du Parti Communiste Français

pour l'union et le changement

SUPPLÉANT ÉVENTUEL :

Jacqueline ROUGIER-DEMENGE

Professeur au Lycée de Condom



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'enjeu...

Le 12 mars, nous allons voter.

L'enjeu de ces élections est décisif. Jamais votre décision n'aura autant compté. Car il s'agit de *changer de politique.*

Allons-nous laisser poursuivre celle qui a fait ses tristes preuves ? ou bien les Français vont-ils enfin se donner une politique vraiment nouvelle ?

Voilà ce que vous déciderez le 12 mars.

Comme elle est profonde, dans le Gers, l'aspiration au changement !

JEUNES, qui cherchez en vain du travail, qui voulez vivre et travailler au Pays ;

OUVRIERS de la S.i.p.r.o., de la M.c.c. de Condom, employées du Central téléphonique de Nogaro, qui, tous, êtes sous-payés et menacés de perdre votre emploi ; vous aussi, ouvrières de chez Grundig et de Gimont, contraintes à des cadences très pénibles ;

VITICULTEURS de l'Armagnac, AGRICULTEURS petits et moyens, dont le revenu baisse pour la cinquième année consécutive et qui, parfois, ne gagnez pas le S.m.i.c. ;

ARTISANS et COMMERÇANTS écrasés de charges, et victimes de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs ;

SINISTRÉS si faiblement indemnisés.

Dans toutes nos rencontres avec *tous ceux qui souhaitent vivre de leur travail,* nous avons senti ce grand besoin, ce grand espoir d'en finir avec les difficultés actuelles.

Il ne faut pas que cet espoir soit déçu ! Nous vous demandons, à vous tous qui le vivez, de *NOUS AIDER* à faire du 12 mars la *VICTOIRE de l'UNION et du CHANGEMENT.*

Quel « changement » ?

Aujourd'hui, tout le monde parle de changement, même l'actuelle majorité ! Mais sur des questions aussi importantes, on ne peut se contenter de promesses ou de belles paroles... Vous en avez tant entendu !

Changer, pour chacun d'entre nous, cela veut dire des choses précises :

C'est *se donner les moyens* de satisfaire des *besoins légitimes, URGENTS,* qui, dans leur diversité, montent de l'immense majorité des hommes et des femmes de notre département.

La situation actuelle est dramatique !

Changer, pour nous tous qui ne sommes pas des milliardaires, *c'est en finir avec les inégalités scandaleuses,* avec les salaires de misère, avec le malheur de vivre mal, privés d'avenir, volés de toute possibilité de nous épanouir pleinement.

Changer, cela commence par le S.m.i.c. à 2.400 francs *tout de suite* pour 40 heures, avec des mesures pour aider commerçants, artisans et petits patrons : allègement des charges sociales et fiscales, aides spécifiques.

Changer, c'est augmenter de 50 % les allocations familiales, porter à 1.300 francs le minimum des retraites vieillesse et allocations aux handicapés.

Changer, c'est aussi pour les agriculteurs, *la garantie du revenu de leur travail* et la mise en place d'une véritable indemnisation des calamités agricoles.

Changer, c'est sortir notre jeunesse du mal-vivre, de l'angoisse d'un lendemain sans perspective, c'est donner à chaque jeune une bonne formation générale, un bon métier, *du travail,* des loisirs, *le temps et les moyens de vivre.*

Changer, c'est *l'égalité réelle entre femmes et hommes* (salaires, conditions d'emploi ; promotion professionnelle ; activités civiques, syndicales et politiques ; *toutes choses qui hâteront l'évolution indispensable des mentalités et comportements individuels).*

Changer, ce sont *les libertés nouvelles* qui donneront à *TOUS* le *droit* de participer *activement* à la vie et aux décisions de l'entreprise, du quartier, de la ville, du département et de la nation.

Changer... Reportez-vous au Programme Commun et à nos propositions d'actualisation. Cela fait tant de choses nouvelles !

Mais ce changement est-il possible ? Quels moyens ?

L'histoire de la politique de ce dernier quart de siècle est faite de promesses non tenues. Nous, les communistes, nous ne faisons pas cette politique-là !

Ce que nous vous proposons de faire n'est possible que si nous nous donnons LES MOYENS DE LE FINANCER.

CES MOYENS EXISTENT : il faut faire payer les riches, les « gros bonnets » de l'industrie et de la finance.

Tel est le sens de *la nationalisation de 9 des grands groupes industriels et du secteur bancaire* qui règnent sur notre économie, *prévue par le Programme Commun en 72.* C'est en desserrant cet étau, en donnant à la nation la maîtrise totale de ces groupes, filiales comprises, sans laisser le loup capitaliste dans la bergerie, que l'on portera un coup décisif à la tyrannie du profit et des profiteurs, et que l'on commencera à satisfaire les besoins de la population. Y compris dans le Gers ! Tel est aussi le sens de l'impôt sur la fortune et sur le capital. *C'est un minimum indispensable.*

Cette politique-là, qui peut la combattre ?

Seuls, ceux qui n'y ont pas intérêt. Mais combien sont-ils dans notre département ? Si peu...

Une condition indispensable : l'UNION des forces de la Gauche, l'UNION de notre Peuple, autour d'un **BON PROGRAMME.**

Cette politique novatrice, vous le savez, a été mise en danger par les reculs et les hésitations de nos alliés. En ce qui nous concerne, nous et tout notre Parti, nous restons passionnément attachés à l'union des forces de la Gauche. Nous continuerons d'œuvrer, envers et contre toutes les difficultés, pour un accord sur *un programme précis.*

Sans cela, pas de changement véritable, ni durable.

Il faut que la Gauche dise *aujourd'hui*

— ce qu'elle fera ;
— quand elle le fera ;
— avec qui elle le fera.

C'est une question de démocratie : vous devez savoir — c'est un DROIT ! — pour quel programme précis on vous propose de voter, quelles forces politiques s'engagent, par un accord mutuel, à le mettre en œuvre, demain, au Gouvernement.

C'est une question de sérieux et d'efficacité : car le changement, ce n'est pas changer d'hommes seulement, mais changer aussi et surtout de *politique, avec le soutien des électrices et des électeurs qui auront pu VOTER LES YEUX OUVERTS.*

Soyons francs et clairs :

Une telle politique ne peut être appliquée que par *un Gouvernement d'Union de la Gauche* qui — c'est une évidence ! — DOIT COMPRENDRE DES MINISTRES COMMUNISTES. Que serait une « union » qui excluerait les communistes ou minimiserait leur influence ? Que serait une « union » qui tiendrait écarté des responsabilités nationales le Parti des plus opprimés et de ceux qui veulent le plus résolument et le plus clairement changer ?

Soyons francs : *qui d'autre que nous propose une politique aussi précise, équitable, honnête ?*

C'EST CELLE DU PROGRAMME COMMUN, *BIEN ACTUALISÉ après six ans d'aggravations continues de la crise.*

VOTONS COMMUNISTE pour garantir l'UNION

ELLE EST POSSIBLE, si très nombreux dans le Gers et dans le Pays vous exprimez, par VOTRE VOTE, *votre inébranlable volonté de ne pas voir vos espérances déçues.*

Nous sortirons alors, ensemble, de la politique « politicarde » pour engager une politique vraiment populaire, vraiment claire : UNE POLITIQUE DÉMOCRATIQUE.

Ainsi, *voter communiste le 12 mars,* même si vous n'êtes pas d'accord sur tout, *c'est assurer la réussite pour demain ;*

C'est affirmer, pour l'union, pour un changement véritable, *l'exigence d'un programme clair et précis.*

Si nous gagnons, alors, pour nous, tout commencera à changer. Nous avons confiance.

Gérard LACAZE Jacqueline ROUGIER-DEMENGE

Vu : Les Candidats.

IMP. MONLONG-AUCH-Tél. 05.01.37